

COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

L'Éducation nationale = fabrique à inégalités

Un rapport de la Cour des comptes, non encore paru, vient d'être révélé par la presse. Il serait dans la lignée du rapport de 2010 énonçant le fait que l'État délaisse les élèves les plus fragiles, voire creuse les inégalités.

Ainsi, l'académie de Créteil serait passée, en termes de moyens alloués par l'Éducation nationale, de la 22e à la 26e place en près de 6 ans. "Au vu de ces chiffres et de leur évolution récente, aucun élément attestant d'une politique particulière en matière de réduction des inégalités n'apparaît de manière flagrante", est-il écrit dans le rapport. "Alors même que les outils sont disponibles, le ministère ne se met pas en position d'analyser précisément les inégalités territoriales, leurs causes et les moyens de les limiter".

Pour la CGT Educ'action, ces éléments ne sont pas surprenants et participent de la démonstration que le Service public a été sacrifié pendant 5 ans, accentuant les difficultés pour les plus fragiles. Cette démonstration est à retrouver aussi dans la publication d'avril 2012 de la CGT Educ'action dans un dossier spécial "Bilan du quinquennat" (http://www.unsen.cgt.fr/images/pef/pef_117/pef_117.pdf).

Le programme ECLAIR a largement contribué à vider l'éducation prioritaire de son contenu. Cette dernière étape d'une "autonomie" qui accroît les inégalités, vient après un démembrement patient depuis 10 ans, et fait suite à l'introduction, en 2006, des Réseaux Ambition Réussite (RAR), qui n'avaient d'autre ambition que de faire des zones prioritaires des zones d'expérimentation de la casse du Service public et du statut.

Ces inégalités ne sont donc pas nouvelles mais ont largement été aggravées ces dernières années par les politiques publiques. Avec les suppressions massives d'emplois depuis 5 ans, avec les suppressions massives de classes..., ce sont les écoles et établissements les plus en difficultés qui ont le plus souffert. Avec la disparition progressive des RASED et des moyens spécifiques aux écoles et établissements des quartiers en grande difficulté, les inégalités se sont creusées.

Pour ce qui est des locaux et des crédits de fonctionnement, les écoles et établissements sont financées par les collectivités territoriales locales. Le transfert de charges non compensées par l'État sur ces dernières, la baisse importante des moyens des communes, départements et régions les plus touchées par la crise, augmentent ces inégalités.

Ces constats ne sont donc pas nouveaux et nécessitent aujourd'hui une réponse urgente.

La CGT Éduc'action exige :

- **une remise à plat de la totalité des contre-réformes de ces dernières années,**
- **l'annulation des 80 000 suppressions d'emplois de ce quinquennat et, étant donné l'urgence, la mise en place d'un collectif budgétaire incluant la garantie d'emploi pour toutes et tous.**

La CGT Éduc'action revendique :

- **l'ouverture de négociations nationales pour que soient fixées des règles minima de moyens à donner aux écoles et établissements sur tout le territoire, et que soit créé un fonds de péréquation pour permettre aux collectivités locales en difficulté d'assurer ce minimum de moyens,**
- **la complète gratuité de l'École.**

Montreuil, le 16 avril 2012